

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 27 septembre 2016 — N° 190 Treize heures quarante

Président de l'Assemblée nationale : M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Fabre sur le sujet suivant : Souligner les 14 ans d'engagement de Mme Monique Guilbeault avec les Actifs de Laval-Ouest.
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : 50^e anniversaire de la pépinière de Sainte-Luce.
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : Hommage à Mme Nicole Mercier-Danis.
- Le député de Nicolet-Bécancour sur le sujet suivant : Hommage à Simone Leblanc.
- La députée de Laviolette sur le sujet suivant : Souligner la Journée mondiale du tourisme.
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : Souligner le 45^e anniversaire du Club Optimiste Tétreaultville.
- Le député de Viau sur le sujet suivant : Souligner le 25^e anniversaire de Vivre Saint-Michel en santé.
- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Hommage au Cégep de Saint-Hyacinthe, une institution qui se démarque*.
- Le député de Huntingdon sur le sujet suivant : Souligner les 25 ans de fondation de l'organisme Ancre et Ailes du Haut-Saint-Laurent.
- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : Félicitations à Régis Audet pour son engagement bénévole dans la Baie-des-Chaleurs.

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents

- b) rapports de commissions
- c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 27

Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés

Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014

Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 10 février 2015

2) Projet de loi n° 49

Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent

Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

3) Projet de loi n° 53

Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

4) Projet de loi n° 56*

Loi sur la transparence en matière de lobbyisme

Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

* Recommandation du lieutenant-gouverneur

5) Projet de loi n° 62

Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes

Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015

6) Projet de loi n° 63

Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales

Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 28 octobre 2015

7) Projet de loi n° 72

Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

8) Projet de loi n° 79*

Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature

Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

* Recommandation du lieutenant-gouverneur

9) Projet de loi n° 85

Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire

Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015

Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**

11) Projet de loi n° 96

Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes

Présenté par le ministre de la Famille le 7 juin 2016

12) Projet de loi n° 98

Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel

Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **22 septembre 2016**

13) Projet de loi n° 99

Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le **3 juin 2016**

14) Projet de loi n° 102*

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **7 juin 2016**

* Recommandation du lieutenant-gouverneur

15) Projet de loi n° 105

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **9 juin 2016**

16) Projet de loi n° 106*

Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives

Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 7 juin 2016

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le **20 septembre 2016**

* Recommandation du lieutenant-gouverneur

17) Projet de loi n° 107

Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs

Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 8 juin 2016

18) Projet de loi n° 108*

Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **8 juin 2016**

* Recommandation du lieutenant-gouverneur

19) Projet de loi n° 109

Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **8 juin 2016**

Étude détaillée en commission

20) Projet de loi n° 70

Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016

Principe adopté le 10 mars 2016, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

21) Projet de loi n° 87

Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016

Principe adopté le 18 février 2016, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

22) Projet de loi n° 92

Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 6 avril 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 17 mai 2016

Principe adopté le 26 mai 2016, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants

Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 2 juin 2016

Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 20 septembre 2016

Principe adopté le 22 septembre 2016, et

Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

24) Projet de loi n° 110

Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 10 juin 2016

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 20 septembre 2016

Principe adopté le 22 septembre 2016, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

25) Projet de loi n° 190

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014 Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

26) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le 23 septembre 2014

Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le 21 octobre 2014

28) Projet de loi n° 194

Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction

Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le 2 octobre 2014

29) Projet de loi n° 195

Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

30) Projet de loi n° 196

Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1**^{er} **octobre 2014**

31) Projet de loi n° 197

Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Ouébec

Présenté par le député de Mercier le 17 février 2015

32) Projet de loi n° 390

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

33) Projet de loi n° 392

Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**

34) Projet de loi n° 394

Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction

Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le 12 février 2015

Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

36) Projet de loi n° 396

Loi sur le directeur parlementaire du budget Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

37) Projet de loi n° 397

Loi sur le directeur parlementaire du budget Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

38) Projet de loi n° 398

Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale

Présenté par le député de Verchères le 18 mars 2015

39) Projet de loi n° 399

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le 18 mars 2015

40) Projet de loi n° 490

Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

41) Projet de loi n° 491

Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives

Présenté par la députée de Taillon le 21 octobre 2015

42) Projet de loi nº 494

Loi sur la protection des contribuables Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**

43) Projet de loi n° 495

Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement

Présenté par le député de Granby le 3 décembre 2015

Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

45) Projet de loi n° 497

Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**

46) Projet de loi n° 498

Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

47) Projet de loi n° 590

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**

48) Projet de loi n° 591

Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**

49) Projet de loi n° 592

Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**

50) Projet de loi n° 593

Loi visant à contrer le taxi illégal Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**

51) Projet de loi n° 594

Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités

Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le 25 février 2016

Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse

Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le 24 février 2016

53) Projet de loi n° 596

Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel

Présenté par le député de Borduas le 16 mars 2016

54) Projet de loi n° 597

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale

Présenté par le député de Borduas le 20 avril 2016

55) Projet de loi n° 598

Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres

Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le 12 mai 2016

56) Projet de loi n° 599

Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles

Présenté par le député de Berthier le 26 mai 2016

57) Projet de loi n° 690

Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police

Présenté par le député de Blainville le 24 mai 2016

58) Projet de loi n° 691

Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services

Présenté par la députée de Taillon le 25 mai 2016

59) Projet de loi n° 693

Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État

Présenté par le député de Sainte-Rose le 10 juin 2016

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

60) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

61) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

62) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

63) Projet de loi n° 214

Loi concernant la Ville de Drummondville Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

- IV. Motions du gouvernement
- V. Crédits budgétaires
- VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition d'Investissement Québec concernant le chapitre 1 du rapport du Vérificateur général de juin 2016 intitulé « Investissement Québec : information sur la rentabilité financière et la performance économique ».
- Audition du ministère de la Culture et des Communications concernant la gestion administrative et les engagements financiers du ministère et de la Régie du cinéma.
- Audition de la Société des alcools du Québec concernant le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Société des alcools du Québec : achat et vente de boissons alcooliques et performance ».
- Audition de la Régie du logement concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Régie du logement : traitement des demandes ».
- Audition du secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 7 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Système électronique d'appel d'offres au gouvernement du Québec ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 110, Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal (mandat confié le 22 septembre 2016).
- Projet de loi n° 204, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- Projet de loi n° 209, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- Projet de loi n° 211, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- Projet de loi n° 214, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

 Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

<u>Consultations particulières</u>:

 Projet de loi n° 105, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique (mandat confié le 20 septembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

<u>Étude de projets de loi</u> :

 Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).

Consultations particulières :

 Projet de loi n° 53, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 20 septembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Ouébec Santé.
- Fonds de recherche du Québec Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Étudier le processus ayant mené à la vente des actions de RONA par Investissement Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

<u>Étude de projets de loi</u> :

 Projet de loi n° 87, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Consultations particulières:

 Projet de loi n° 108, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 20 septembre 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

 Audition du Commissaire au lobbyisme sur le rapport intitulé « Étude sur l'assujettissement de tous les organismes à but non lucratif aux règles d'encadrement du lobbyisme, tel que prévu au projet de loi n° 56, Loi sur la transparence en matière de lobbyisme ».

Mandat conféré par une loi

 Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

 Projet de loi n° 92, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 26 mai 2016).

Consultations particulières :

 Projet de loi n° 99, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 20 septembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes: Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

 Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

 Projet de loi n° 104, Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants (mandat confié le 22 septembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

 Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

<u>Interpellation</u>:

 Du député de Terrebonne au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le sujet suivant : Les ratés de la gestion du Fonds vert (avis donné le 22 septembre 2016).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

194) M. Lisée (Rosemont) – **27 septembre 2016**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie

Le 16 septembre 2014, nous avons questionné la ministre sur le rapport du Protecteur du citoyen portant sur la contribution financière au placement (publié en 2013). Nous lui avons également demandé de nous indiquer quel était l'échéancier qu'elle s'était fixé pour mettre en place l'ensemble de ses recommandations.

En réponse à nos questions sur l'état d'avancement des travaux, le 6 octobre 2014, la ministre a reconnu le caractère inéquitable des dispositions réglementaires actuelles relativement à la contribution financière au placement d'enfants mineurs. Elle a mentionné son intention de revoir le Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5, r.1), ainsi que la mise sur pied d'un groupe de travail pour préparer un plan d'action permettant de donner suite au rapport du Protecteur du citoyen.

Lors d'une relance de notre part quant à l'avancement de ces travaux, le 26 février 2015, la ministre nous a indiqué, le 2 avril suivant, que :

« La mise en œuvre des recommandations du Protecteur du citoyen pourrait également nécessiter des modifications à des lois notamment pour permettre d'accéder aux données fiscales des parents dont une contribution est exigée. Comme il s'agit d'une loi qui ne relève pas du MSSS, des consultations avec d'autres ministères pourraient être requises.

Le Protecteur du citoyen souhaite être informé à nouveau de l'état d'avancement des travaux le 16 octobre 2015. Ainsi, le MSSS verra à transmettre un tableau de suivi mis à jour et à planifier une nouvelle rencontre. »

La ministre a également indiqué que :

« L'ensemble des travaux définissant les orientations permettant de donner suite aux recommandations du Protecteur du citoyen seraient complétés au cours de l'été 2015. Le gouvernement proposera par la suite des modifications législatives et réglementaires nécessaires. »

Le 20 octobre 2015, nous avons questionné à nouveau la ministre sur les orientations retenues et les modifications législatives et réglementaires proposées. Le 4 décembre suivant, la ministre nous a transmis un plan d'action présentant l'avancement des travaux. L'échéancier, pour chacune des mesures contenues dans ce plan, était fixé au mois de décembre 2015.

- Près d'un an plus tard, où en sont les travaux?
- Quelles modifications législatives et réglementaires ont été retenues?
- Quel est l'échéancier pour la publication de ces modifications?
- À partir de quand les nouvelles modalités s'appliqueront-elles?

195) M. Khadir (Mercier) – **27 septembre 2016**

Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Le jour même où les députés et députées se réunissaient à la Commission des finances publiques pour trouver des solutions au phénomène des paradis fiscaux, Revenu Québec rendait publique l'entente fiscale avec Uber.

- 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de récupérer l'impôt et les taxes de vente dus par Uber pendant la période où l'entreprise a opéré à l'extérieur du cadre légal?
- 2. Quelles sont les démarches que le gouvernement du Québec a entreprises afin de s'assurer que la multinationale Uber ne pratique pas l'évitement fiscal et le recours aux planifications fiscales agressives pour réduire ses impôts payés au Québec?
- 3. Peut-il fournir aux parlementaires les documents attestant de la probité d'Uber et permettant l'entente avec le gouvernement du Québec?
- 4. Le gouvernement a-t-il en main des preuves fournies par les autorités fiscales des Pays-Bas qui permettent de croire qu'Uber y effectue des paiements d'impôt pour les services fournis par Uber au Québec? Si ces impôts sont beaucoup plus bas que ce qu'Uber aurait eu à effectuer si l'entreprise payait ici des impôts sur ses bénéfices au Québec, comment le gouvernement entend-il corriger le déséquilibre fiscal qui désavantage et appauvrit notre société?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS